



Arrêté 2026.04_35

DEPARTEMENT DU CALVADOS
Arrondissement de Vire
Canton de Condé sur Noireau
Commune de Valdallière

**ARRETE PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE
à M. Maxime DENIS, Adjoint au maire délégué de BERNIERES LE PATRY**

Le Maire délégué de la commune déléguée de BERNIÈRES LE PATRY,

Vu l'arrêté du 13 octobre 2015 portant création de la commune nouvelle de VALDALLIERE ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2122-18 ;

Vu l'article L2113-11 du CGCT stipulant que la création de communes déléguées entraîne de plein droit :

- L'institution d'un maire délégué.
- La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune concernée.

Vu l'article L2123-13 du CGCT stipulant :

- Que le maire délégué remplit dans la commune déléguée, les fonctions d'officier d'état civil et de police judiciaire.
- Que le maire délégué peut être chargé, dans la commune déléguée, de l'exécution des lois et règlement de police et recevoir du maire des délégations.

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil municipal en date du 30 mars 2026 constatant l'élection de **M. Maxime DENIS** en qualité d'adjoint au maire délégué de **BERNIERES LE PATRY** ;

Vu l'arrêté portant délégation de fonctions et de signature à **Monsieur Franck BENOÎT** en tant que maire délégué de **BERNIERES LE PATRY** ;

Arrête

Article 1^{er} : **M. Maxime DENIS**, adjoint au maire délégué de **BERNIERES LE PATRY**, est délégué pour les affaires communales relatives au territoire de la commune déléguée de **BERNIERES LE PATRY**.

A ce titre, il reçoit **délégation de fonction**, sous ma surveillance et ma responsabilité :

- D'officier d'état civil ;
- De police judiciaire ;
- De police administrative et notamment en matière de police municipale afin d'assurer conformément à l'art L2212-2 du CGCT le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;
- D'administration générale (archives, affichage réglementaire, attestation d'accueil, débits de boissons, opération de recensement de la population en lien avec l'INSEE, recensement des jeunes, ...) ;
- De gestion du cimetière (mise en œuvre du règlement, autorisations, informations aux usagers, gestion des concessions funéraires, bonne gestion du taux d'occupation, relations avec les pompes funèbres) ;
- D'élections (organisation du bureau, gestion de la liste électorale) ;
- De gestion des bâtiments communaux, des espaces publics et de la voirie communale (incluant la mobilisation des moyens dédiés) ;
- D'urbanisme (réception des dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme, reprises d'alignement) ;
- D'affaires foncières (actes de mutations approuvés par le conseil municipal et baux dans la limite de la délégation consentie par le conseil municipal au maire) ;

- De sécurité et d'accessibilité : représentation de Monsieur le Maire aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- De relations avec les partenaires institutionnels et les opérateurs de réseaux.
- De gestion de l'évènementiel local.

Article 2 : Délégation permanente est également donnée à **M. Maxime DENIS**, adjoint au maire délégué de **BERNIERES LE PATRY**, à l'effet de **signer** les documents concernant :

- Toutes pièces et correspondances relatives aux attributions de l'article 1^{er} ;
- Les bons de commande inférieurs à 500 € ;

La signature de l'adjoint au maire délégué sera précédée de la mention « pour le Maire et par délégation », de son nom, de son prénom et de la mention « adjoint au maire délégué ».

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à M. le Sous-préfet ainsi qu'une expédition à Madame la Trésorière.

~ Pour le maire et par délégation ~
Notifié le : 30/04/26
Maxime DENIS
adjoint au maire délégué
DENIS

Fait à Valdallière, le 30 avril 2026

Le Maire délégué,
Franck BENOÎT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200054641-20260430-AR2026_04_35-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/05/2026